



LE BLUMA

BULLETIN DE LIAISON D'UN MONDE D'AVANCE

Le 8 mars, journée inutile ?

Par Caroline DE HAAS

C'est cette question qu'a eu la bonne idée de poser le Président de la République à l'occasion de la 100^e journée internationale des droits des femmes. Selon lui, cette journée n'est plus vraiment utile, la vie des femmes ressemblant désormais à celle des hommes.

Manifestement, Nicolas Sarkozy vit sur une autre planète. Sur la sienne, les femmes et les hommes sont égaux. Sur la nôtre, où vivent 32 millions de femmes, la réalité est ailleurs. En France, lorsque vous êtes nées femmes, vous toucherez en moyenne 27% de salaire en moins, assumerez en moyenne 80% des tâches ménagères et représenterez moins de 20% des élues (Assemblée Nationale, maires...). Le Président de la République n'a apparemment pas non plus entendu parler des violences faites aux femmes qui ont augmenté en 2010. Chaque année, 75 000 femmes sont violées.

Soit Nicolas Sarkozy ne comprend rien, soit il comprend trop bien. Il souhaite à tous prix éviter de parler des droits des femmes car il sait pertinemment que les politiques qu'il a menées depuis qu'il est arrivé au pouvoir n'ont fait qu'aggraver les inégalités. Réforme des retraites : les femmes, qui touchent déjà 40% de moins que les hommes, vont payer le prix fort de l'allongement de la durée de cotisation et du recul de l'âge légal. Réforme de l'hôpital public : des dizaines de centres IVG, considérés comme peu « rentables », ferment sur



tout le territoire, rendant plus difficile l'accès à l'avortement. Salaires : le gel du SMIC touche directement les femmes, qui constituent 80% des travailleurs payés au salaire minimum.

Alors, bien entendu, lorsque la journée de lutte des femmes pour leurs droits se transforme en « journée de la femme », avec son cortège de rose bonbon, de blagues machistes et de remarques débiles, toutes celles et ceux qui s'affirment féministes lèvent les yeux au ciel et se demandent si elle sert encore à quelque chose. Et bien oui. Elle sert au moins à ce que les inégalités femmes – hommes soient un sujet politique, un sujet public, une fois dans l'an-

née. C'est trop peu. Mais si on fait disparaître cette journée, il n'en restera aucune.

C'est aux politiques de se saisir de journées de mobilisation comme celle-ci pour montrer que l'alternative passera par une politique ambitieuse pour l'égalité femmes – hommes. Tant sur le plan des salaires, de l'emploi, des services publics que de la protection sociale, les sujets qui préoccupent les Français, aucune remise en cause de l'ordre établi ne sera possible sans penser aussi l'égalité femmes – hommes.

Si l'on veut transformer la société, il faut placer au cœur du projet socialiste la fin des inégalités entre les deux moitiés de la population. Sinon, nous pourrions certes améliorer les choses mais la situation de précarité que connaissent les femmes, qui constituent la moitié de la population, continuera à tirer tous les salariés vers le bas.

Alors, réaffirmons à gauche notre engagement féministe : c'est l'une des clés de la victoire en 2012..

■ Caroline de Haas, militante de Paris

Julien MALLONE

Karl Marx est-il mort ?

On n'a jamais autant parlé de « révolution » depuis le déclenchement des révoltes populaires en Tunisie, en Égypte et plus généralement dans le monde arabe, et jamais apparemment si peu parlé de Marx, penseur de la révolution.

Il faut pourtant rappeler que « marxisme », « marxistes », « Marx » ne sont pas des mots sales, ni des mots venus d'une autre planète qui serait la planète rouge des « marxistes », mais appartiennent bel et bien à notre histoire, celle du socialisme... Le parti socialiste français a semble-t-il abandonné toutes références explicites au marxisme, à ses outils et à son vocabulaire, depuis la déclaration de principe de 2008.

Tout le monde s'accordera à dire que nous avons été officiellement marxistes à nos origines et pendant une longue partie de notre histoire. Les 5 déclarations de principe qui la jalonnent (1905, 1946, 1969, 1990, 2008) et qui constituent notre mémoire politique commune et les marqueurs de notre identité collective, montrent l'évolution des références au marxisme.

La déclaration de principe de 1969 est encore pleinement marxiste : Elle indique qu'il n'y a « pas de liberté possible dans une société capitaliste », parle des « aliénations » existant au sein du système capitaliste et incite à « l'appropriation des moyens de production », à « l'émancipation des travailleurs », et à la substitution de la propriété sociale en place de la propriété capitaliste. Dès 1969 cependant, l'équilibre entre socialisme et démocratie est respecté, cette formule le rappelle : « L'objectif des luttes ne concerne pas seulement une appropriation des moyens de production, mais aussi les pouvoirs démocratiques de gestion, de contrôle et de décision ».

Les déclarations de 1990 et de 2008 marquent un tournant : le vocabulaire et les outils marxistes sont encore présents mais davantage à l'état de références implicites qu'explicites. On est dans le « surmoi » marxiste ou même peut-être finalement dans une forme de gêne à utiliser clairement le vocabulaire et les objectifs marxistes. L'article 1 portant l'objectif du parti socialiste évoque ainsi « le but de l'action socialiste est l'émancipation complète de la personne humaine » et les références du préambule de 2008 se réfèrent à la tradition de l'humanisme et de la philosophie des Lumières ainsi que des valeurs républicaines issues de la Révolution... Ce préambule fait référence à toutes les pages d'histoire du socialisme français (1848, Commune, Front populaire, Libération, mai 68, mai 81 notamment)... On sait que la Commune a été une des références historiques majeures de l'œuvre de Marx...

Dans cette déclaration de 2008, Marx est donc davantage rangé au rayon des références du passé, comme si en lieu et place du dépassement du capitalisme, les socialistes avaient dépassé le marxisme !

Le parti socialiste français n'assume plus clairement la pensée marxiste en 2011 et préfère parler « d'émancipation de la personne humaine », quand on parlait encore jadis « d'exploitation des travailleurs ». La trop vague utilisation de l'humanisme à toutes les sauces et la référence aux droits de l'Homme sert de paravent à un certain vide conceptuel de notre pensée, certainement parce que les socialistes sont gênés dans leur rapport au capitalisme. Depuis Lionel Jospin, nous assumons « l'économie de marché » même si nous critiquons, certes, « la société de marché », et depuis 2008 c'est plus la réforme (interne) du capitalisme qui est à l'honneur que son dépassement : « Les socialistes portent une critique historique du capitalisme créateur d'inégalités, facteur de crises, et de dégradations des équilibres écologiques, qui demeure d'actualité à l'âge d'une mondialisation dominée par le capitalisme financier. Les socialistes sont partisans d'une économie sociale et écologique de marché, une économie de marché régulée par la puissance publique... » (article 6 de la déclaration de principe).

Il faut cependant rester optimiste sur l'actualité du marxisme ou des outils du marxisme. Un réveil de la pensée critique est largement évoqué dans la presse comme si le réveil de la pensée française de gauche puisait sa source dans des penseurs marxistes (avec Alain Badiou en porte étendard). Depuis 2008, la crise du capitalisme financier marque aussi un point de non-retour comme si le cycle capitaliste était en voie d'épuisement et demandait donc, à nouveau, un dépassement... L'aliénation et l'exploitation des travailleurs, qu'ils soient ouvriers, employés, salariés ou chefs d'entreprise soumis aux affres du capitalisme financier dérégulé, est une réalité qu'on ne peut nier... Quant aux chômeurs et travailleurs pauvres, ils forment toujours hélas « une armée de réserve » dont on ne voit pas les effectifs diminuer avec l'installation dans le phénomène du chômage de masse et de la précarité sociale. Quant aux « révolutions arabes », à commencer par la révolution tunisienne, même si elles se font au nom de la liberté et de la démocratie plus qu'au nom de l'égalité et de la lutte contre le capitalisme, elles se prêtent néanmoins pleinement à une « analyse marxiste », Marx n'étant pas seulement l'auteur du « Capital » mais aussi un des penseurs de la révolution et de l'union internationale des socialistes dans la lutte...

Si l'Internationale socialiste a abrité en son sein des partis peu fréquentables (celui de Ben Ali et tant d'autres qu'on a parfois du mal à considérer en frères car dirigés par des dictateurs), c'est plus un appel à une réforme des structures de l'I.S. qu'à la déconsidération de l'outil internationaliste qui reste une nécessité dès lors que l'on veut peser sur l'ordre libéral et inégalitaire d'une société mondialisée.

Les e-révolutions des révolutions marxistes ? Après tout, pourquoi pas !

Un Monde d'Avance

Retour sur les révolutions Arabes avec Joseph BAHOUT

Joseph Bahout est politologue et professeur à Sciences-Po. Lors des universités de rentrée de Vieux-Boucau, il nous avait fait part de ses analyses concernant des gouvernements autoritaires tels que celui de l'Égypte ou de l'Algérie. « Ce sont des régimes à bout de souffle, qui vont certainement connaître des bouleversements », déclarait-il...

Vous aviez presque prévu les actuelles révolutions arabes...

On ne peut pas toujours se tromper ! Mais restons humbles. Si l'on m'avait dit à cette époque que le peuple égyptien allait renverser Moubarak, j'aurais éclaté de rire...

Ce qui est certain, c'est que nombre de facteurs indiquaient que la cocotte minute était sur le point d'exploser. Ces sociétés comptent un fort taux de jeunes qui sont confrontés à un système politique et social totalement fermé. Leurs gouvernements sont assis sur des modes de fonctionnement sans prise sur le monde réel. Les dirigeants assoient leur légitimité sur des discours en total décalage avec leurs pratiques. Ils prêchent la solidarité et l'unité arabe, tout en étant fortement liés avec l'Occident. Ils usent également d'une logomachie censée témoigner de leur attachement à la démocratie et organisent des élections de façade qui les reconduisent à leurs postes avec des scores inconcevables. Ils sont contraints à ces mascarades tant la norme démocratique est devenue importante dans ces sociétés de plus en plus intégrées à la communauté internationale. Dans la pratique, les choses sont évidemment bien différentes. Pas de liberté, une forte brutalité sécuritaire alliée à une grande corruption. Ces régimes sont en outre gérontocratiques. Se posent donc pour eux la question de la succession des dirigeants, dynastique pour l'Égypte, népotique pour la Tunisie.

Avez-vous été étonné que la Tunisie soit le premier pays à s'embraser ?

Oui. Mais surtout, je pense que personne n'aurait pu prévoir que cela serait aussi radical.

Quelle est la part de responsabilité de l'Occident, et de la France en particulier, dans le maintien de ces régimes de dictature ?

Attention ! S'il est important d'être critique, il est, à mon sens, stupide de trop battre sa coulpe. La Real Politique, voire une certaine forme de cynisme sont devenus la norme internationale. Oui, la France et l'Occident ont régulièrement offert des bouffées d'oxygène à ces régimes. Mais ne pas le faire aurait eu pour résultat de sanctionner les sociétés, les peuples.

Et puis, l'idée que l'autoritarisme était un rempart contre l'islamisme a été également partagée. Souvenez-vous de la stupéfaction puis

de la réaction du régime algérien lorsque le FIS est entré dans le champ politique en 1990. Là-bas comme ici, on a eu du mal à comprendre l'évolution de la société civile. S'il est une leçon à retenir des actuelles révolutions arabes, c'est que nous devons être vigilants et élaborer une lecture de ces sociétés beaucoup plus fine que celle que nous avons eue jusqu'à présent. Elles sont sorties de la colonisation et ont directement basculé dans des systèmes autocratiques dominés par un Parti unique et un homme fort. Elles n'ont connu aucune phase de transition. Les ressorts de leurs dynamiques sont complexes. Il nous faut apprendre à les comprendre.

Nous avons pourtant fermé les yeux sur la souffrance de ces peuples, par intérêt économique...

Oui, les propos de Chirac ou de Sarkozy sur la Tunisie sont impardonnables. Mais encore une fois, attention. On ne peut en vouloir aux démocraties de travailler avec de tels régimes. La question, c'est de savoir comment. Faut-il rompre ou faire semblant de ne pas voir ? Ni l'un ni l'autre. Il ne s'agit pas de légitimer le cynisme, mais de faire la part des choses. Rompre les relations serait néfaste pour tout le monde. Il y a un équilibre à trouver. C'est également vrai pour nos relations avec des pays comme Cuba ou la Chine, qui n'ont rien à envier aux régimes arabes qui viennent de tomber. Coopérer, oui, mais en rappelant constamment nos principes, nos valeurs. Nous devons élaborer un discours équilibré qui prenne en compte les intérêts des sociétés sans abjurer nos valeurs. Et en tenant compte des spécificités des autres sans sombrer dans le paternalisme. Nous avons aussi beaucoup à apprendre de la volonté populaire. Nos valeurs ont quelque chose d'universel mais elles ne peuvent être imposées. Il ne suffit pas de dire que le bien est ici ou bien là. Il nous faut réinventer notre regard sur le monde, notre façon de parler avec lui. Nous devons faire preuve de modestie. Les politiciens ne sont pas les seuls en cause. Nous les chercheurs avons dit beaucoup de bêtises. Et comme les journalistes puisent beaucoup dans nos travaux...

On a peu vu les islamistes dans ces révolutions...

Il y a une intelligence tactique de certains islamistes qui savent très bien que se mettre en avant serait contre-productif et risquerait de crispier l'Occident, en faveur des autocrates.

Ceci étant, l'Islam est une donnée d'importance dans les sociétés qui ont initié et porté ces révolutions. En Égypte, un débat passionnant commence sur la constitution. Il constitue un formidable laboratoire. Si lors d'élections au Parlement égyptien par exemple, les islamistes enregistraient 30 ou 35% des suffrages, il ne faudrait pas s'en étonner. L'Occident doit intégrer que l'islamisme fait partie du spectre politique de ces pays, mais que les révolutions actuelles sont post-islamistes, qu'elles ne sont pas adossées à la grammaire islamiste de la Révolution iranienne.

Olivier Roy [ndlr : professeur et directeur du programme méditer-

ranéen de l'Institut universitaire européen de Florence] analyse parfaitement ce phénomène (<http://www.lemonde.fr/imprimer/article/2011/02/12/1478858.html>). Il met en garde contre une lecture vieille de plus de 30 ans. Aujourd'hui, les islamistes radicaux ont rejoint Al-Qaïda. Ceux qui vivent en Tunisie ou en Égypte, en particulier les Frères musulmans, se sont embourgeoisés et ne sont plus porteurs d'un modèle économique ou social. Leurs intérêts particuliers les incitent à composer avec les autres forces politiques, à devenir des acteurs du jeu démocratique.

Qu'il ressurgissent ici ou là ne serait donc guère étonnant. Se crispier ou en avoir peur ne servirait à rien. Suivons plutôt de près le laboratoire égyptien.

Pensez-vous que ce cycle de révolutions va s'étendre...

Impossible de répondre à cette question... Une chose est certaine, c'est que les cas de la Tunisie et de l'Égypte sont très particuliers. Il y a eu répression mais rien à voir avec la boucherie qui se déroule en Libye. Là nous avons affaire à une révolution rouge sanglante. On peut dans ces pays déboucher sur des guerres civiles effroyables, du type Afghanistan. En particulier dans des pays à forte hétérogénéité communautaire, comme l'Irak.

Et la Syrie ?

C'est une grande interrogation. Elle peut bouger. Pour les mêmes raisons que l'Égypte et la Tunisie. Il y a pourtant trois différences de taille. D'abord, il existe plus de proximité entre le président, jeune, qui veut réformer, et la population. Ensuite, la Syrie est nationaliste et le discours gouvernemental en matière de politique étrangère est en adéquation avec le pouls de la rue arabe. Il s'adosse au conflit avec Israël et au refus de plier devant les desiderata occidentaux. L'Égypte avait fait la paix avec Israël et recevait de l'argent des États-Unis. La Syrie fait figure de dernier bastion de la fierté arabe. Enfin, c'est une société plurale, pluri-communautaire, très imprégnée des effets du morcellement des sociétés libanaise et irakienne. Ces deux « épouvantails » ainsi que le spectre de la guerre civile que j'évoquais à l'instant, demeurent omniprésents. Ces trois facteurs peuvent empêcher, ou ajourner une révolution.

Ceci étant, je peux complètement me tromper ! Il y a tout de même dans cette société des cicatrices profondes : la répression sanglante contre les Frères musulmans dans les années 80, la brutalité de pratiques policières... Le régime justifie cela, en prétextant un état permanent de confrontation avec les États-Unis et en arguant de la pression du conflit israélo-arabe. Cela suffira-t-il ? Personne ne peut le dire.

Pensez-vous que l'Algérie puisse entrer dans ce cycle ?

C'est un régime de même type que celui de Moubarak : une armée omnipotente qui produit des chefs d'état. Il est cynique et brutal, même s'il ne repose pas sur un seul homme fort comme en Tunisie et en Égypte ; la corruption est endémique et le facteur démographique peut également faire exploser la cocotte-minute. L'Algérie aurait pu être le premier pays à se soulever. Peut-être le souvenir de la guerre civile des années 90 et la répartition ethnique (berbères/arabes) constituent-ils des empêchements ou des éléments retardateurs. Et puis, la distribution des pouvoirs via un régime politico-maffieux est plus importante qu'en Tunisie.

Elle satisfait plus de coteries !

Qu'en est-il de l'Iran ?

C'est très différent. Dirigeants et opposants sont tous des enfants de la révolution islamique. Certains opposants représentent même son aile la plus dure. Si révolution il devait y avoir, ce serait une révolution de palais. Évidemment, là aussi, il y a un ras-le-bol des jeunes. Beaucoup souhaitent plus de liberté, mais sans être favorables à un changement total. C'est une société nationaliste mais paradoxale qui entretient une relation de fascination-répulsion avec l'Occident. Elle veut devenir une grande puissance, forte de ses particularismes, tout en étant attirée par la culture occidentale et notamment nord-américaine, dont elle est privée depuis 30 ans. En outre, le président Ahmadinejad a développé une politique populiste de protection du peuple. Nombre d'Iraniens y croient toujours, malgré un taux de chômage élevé, la levée des subventions sur l'essence et un appareil productif dégradé qui conduit à des aberrations. Par exemple, l'Iran qui produit du pétrole, importe de l'essence raffinée. Pourquoi ? Parce que la majeure partie des investissements industriels sont consacrés au nucléaire.

Quel type de réflexion doit-on mettre en place pour élaborer une grille de lecture contemporaine adaptée à la réalité des pays arabes ?

Il faut comprendre et analyser avec plus de subtilité que nous n'en avons eu l'habitude, les dynamiques sociales qui les animent. En finir évidemment avec l'idée qu'un régime autoritaire est un rempart contre l'islamisme. Et enfin trouver un juste équilibre entre nos intérêts économiques et nos valeurs.

Il ne faut pas avoir peur de dire ce que l'on pense à ces régimes ! L'avenir se prépare en parlant. Même avec les religieux. En cela la posture laïcarde me semble erronée. Refuser d'échanger avec les islamistes est vain. Les États-Unis ne s'y sont pas trompés. Ils s'entretiennent depuis très longtemps avec les islamistes égyptiens qu'ils invitent à Washington. On peut juger cela cynique. Il n'empêche. La laïcité ne peut légitimer le refus de dialogue. La parole demeure à mon sens un outil précieux.

Un Monde d'Avance

Comment l'UMP fertilise les terres du FN

Depuis le début de la crise financière, Un Monde d'Avance n'a cessé d'avertir qu'outre des retombées économiques et sociales, notre pays connaîtrait des bouleversements d'ordre politique qui se traduiraient par un repli sur soi et une réémergence des extrêmes-droites en Europe. Les périodes sombres, telle que celle que vivent actuellement nos concitoyens peuvent déboucher sur le pire.

En cela, et même si leurs conditions d'élaboration sont sujettes à caution — nous y reviendrons plus loin —, les deux sondages réalisés par Harris Interactive sont en partie révélateurs de l'état de l'opinion. Depuis quelques semaines, les militants socialistes ont pu mesurer dans le cadre des porte-à-porte et du travail de terrain, la libération d'une certaine parole raciste d'ailleurs moins « anti-migration » qu'anti-Islam, ainsi qu'une désillusion profonde sur l'action politique. La part de responsabilité de la droite dans cette désillusion est énorme. Depuis des années, relayée par nombre de médias, elle distille dans les esprits le TINA (There is no alternative) de Margaret Thatcher. « Il n'y a pas d'autre alternative », une seule politique économique est possible : le libéralisme. Cette formule, Nicolas Sarkozy la remanie au gré des réformes qu'il impose à la France. Et convoque régulièrement pour justifier la casse de notre système social, les exigences de l'Europe et la concurrence des pays émergents.

Or, quand des Françaises et des Français qui vivent au quotidien les ravages de la crise, finissent par être persuadés qu'un autre système économique est impossible, quelles peuvent être leurs analyses et leurs réactions ?

Pour les uns, que le politique n'a plus de marge de manœuvre, qu'aucune autre société n'est possible, que le champ de la souveraineté populaire a considérablement rétréci, qu'il ne sert donc plus à rien de voter.

Pour les autres, que les gouvernants n'ont plus aucun pouvoir réel en matière d'intérêt général. Que ce qui les retient à leurs fonctions ne sont donc plus que des intérêts particuliers. D'où une stigmatisation du politique qui entraîne soit de l'abstention, soit des votes « extrêmes ».

Enfin, demeure l'éternel réflexe : le « gâteau » s'est réduit ; il faut donc réduire le nombre de ceux qui peuvent prétendre à ses miettes. Haro sur les étrangers qui viennent manger le pain de plus en plus rare des Français. Et c'est là encore le vote d'extrême-droite, le vote sanction, le vote « anti-système », le « vote-désespoir ». Cette forme de riposte n'est heureusement pas majoritaire. Nombre de nos concitoyens qui vivent dans une extrême précarité, voire dans la pauvreté, ne se retranchent pas dans le vote FN. Sinon, nombre de villes et de départements pauvres seraient entre les mains de l'extrême-droite. Ce n'est pas le cas.

Mais, on le voit, Nicolas Sarkozy, ainsi que nombre d'intellectuels et d'éditorialistes ont alimenté le désespoir en utilisant à outrance l'argument selon lequel désormais, aucun autre choix de société n'était possible. En divisant les Français — les fonctionnaires contre les salariés du privé par exemple —, en stigmatisant les Français musulmans, en sous-entendant que les révolutions arabes pouvaient engendrer des flux migratoires vers l'Europe, le président de la République a tenté de récolter sur les terres du Front national. Il n'a réussi qu'à les fertiliser davantage pour le seul bénéfice des frontistes. « En jouant à quitte ou double, Nicolas Sarkozy fait monter le FN », a d'ailleurs déclaré Martine Aubry.

Ce n'est pas le FN qui a bougé idéologiquement, mais bien l'UMP qui œuvre derrière lui à la propagation du malheur, qui insinue que la réponse au malheur des uns, c'est que les autres soient encore plus malheureux. C'est l'UMP qui devient brun et non le FN qui tend au bleu, comme peut le faire croire ce titre d'une dépêche AFP : « La vague bleu Marine ». Ce type de jeu de mots facile est dangereux. Il banalise, voire « poétise » une leader qui n'a rien à envier à son père.

Arrêtons-nous un instant sur les conditions de réalisation du sondage Harris.

Aucune précision n'est donnée sur la méthode de redressement appliquée. Un sondage n'est jamais publié à l'état brut. Il est corrigé, en fonction de décalages observés entre les déclarations pré-élections et les résultats effectifs de scrutins passés. Les statisticiens ont constaté que ce décalage était notamment très important quand il s'agissait du Front national, nombre d'électeurs ayant « honte » de dévoiler leur intention de vote — mais est-ce encore le cas ? On peut en douter. L'écart entre intention et vote réel est donc mesuré et conduit à un redressement du chiffre obtenu pour ce Parti, lors des sondages suivants. On voit à quel point les méthodes de sondage sont aléatoires. C'est la raison pour laquelle nous demandons que la proposition de loi sur la transparence des sondages proposée au Sénat par messieurs Portelli et Sueur, et votée à l'unanimité par les sénateurs, soit enfin mise à l'ordre du jour et votée par l'Assemblée nationale. Actuellement la méthode de redressement relève pour les sondeurs du secret de fabrication. Avec une telle loi, ils seront contraints de les divulguer. Il leur sera en outre interdit de rémunérer ou de gratifier les sondés comme c'est aujourd'hui le cas dans les panels constitués.

Quoi qu'il en soit, et même si les deux sondages Harris relèvent du « coup » médiatique, la montée de Marine Le Pen dans les enquêtes d'opinion est avérée. Et il nous faut maintenant affronter cet état de l'opinion publique et en tirer des leçons. D'abord, et nous ne cessons de le répéter : la gauche doit être unie et rassemblée. Pour cela, nous devons rapidement élaborer un agenda de réformes et de transformations ainsi que des propositions claires, no-

tamment en matière d'emploi, de logement et de pouvoir d'achat. Pour que nos concitoyens croient à nouveau qu'une autre société est possible, nous devons faire connaître nos solutions à leurs préoccupations quotidiennes. Nous devons porter celles qui figurent dans nos conventions, en particulier dans la Convention sur l'égalité réelle. Faut-il encadrer les loyers à la relocation ? Oui. Peut-on lutter contre les délocalisations et les licenciements boursiers, augmenter les salaires ? Oui. Comment retrouver une égalité dans l'accès aux

soins — un ouvrier a une espérance de vie inférieure de dix ans à celle d'un cadre ? Les réponses des socialistes figurent dans cette Convention.

Elles doivent constituer demain l'architecture du programme de transformation sociale qu'attendent les Français.

NO COMMENT !

Le 27 février dernier, Gérard Longuet a été nommé nouveau ministre de la Défense et des Anciens combattants.

Petit rappel de son parcours...

Né à Neuilly-sur-Seine en 1946, il participe avec Alain Madelin à la création du mouvement Occident (1964).

En 1967, suite à un raid mené par Occident contre des étudiants d'extrême-gauche de l'Université de Rouen dont l'un sombrera dans le coma, il est inculpé, incarcéré et condamné pour « violence et voies de fait avec armes et préméditation », de même qu'Alain Madelin et Patrick Devedjian. En 1972, il rédige le premier programme économique du Front national.

Extrait de la revue Occident Université, n° 5, 15 février 1965 :

« Dans toutes les démocraties, la jeunesse s'ennuie, et dans toutes les démocraties, il y a des "blousons noirs". Alors que dans les pays qualifiés de "fascistes", il n'y en a jamais eu. Cela tient au fait que tout fascisme est l'expression d'un nationalisme, qui seul peut cristalliser la volonté de la jeunesse en un immense élan révolutionnaire ; le nationalisme, c'est la jeunesse au pouvoir. »

Je souhaite prendre contact avec Un monde d'avance

Nom : _____ Prénom : _____

E-mail : _____ Téléphone : _____

Adresse : _____

Section : _____ Fédération : _____

Retourner à : Assemblée Nationale, à l'attention de Roberto Romero - bureau 6853 - 126, rue de l'université - 75355 Paris 07 SP
Ou par e-mail : mparpillat@gmail.com